

Service Technique  
de la direction générale

Série W.J.D

26LV033/8  
(1940-1941)

33

Installations Fixes

Travaux

Gravaux

Correspondance avec V.



Prière de bien vouloir retourner ce carbone à  
M.DUGAS après signature.

0.1586

D 3002/1

*[Signature]*

Le 7 octobre 1940

sb.

MM.les Directeurs des Services Centraux :  
M - T - V.

MM.les Directeurs de l'Exploitation des Régions :  
EST. NORD. OUEST. SUD-OUEST. SUD-EST.

Les Autorités allemandes ont déjà en plusieurs endroits demandé à la S.N.C.F. d'exécuter pour elles certains travaux (soit des travaux neufs, soit des modifications aux installations existantes) qui ne découlent pas des obligations que nous impose la Convention d'Armistice.

La question de principe du paiement de ces travaux a été posée à la Commission Allemande d'Armistice à Wiesbaden qui a répondu en ces termes :

"Il est spécifié dans les conditions d'application de l'article 13 de la Convention d'Armistice, paragraphes 2 et 3, que le réseau de voies ferrées doit, en zone occupée, être remis en complet état d'exploitation et entretenu aux frais de la France.

"Si des demandes relatives à la remise en état du réseau de voies ferrées étaient adressées par les Services Allemands à la Société Nationale des Chemins de fer Français, qui ne les jugerait pas découler de la Convention d'Armistice, prière de les communiquer, pour attributions, au délégué du Chef Allemand des Transports".

En conséquence, toutes les demandes allemandes d'installations ou de constructions nouvelles ainsi que les demandes de modifications aux installations existantes (construction de bâtiments ou de baraquements, construction de voies nouvelles, modifications à des installations de dépôts, d'ateliers ou de gares, création ou modification d'installations téléphoniques ou de sécurité, etc...) doivent être soumises immédiatement à M.le Directeur Général par l'intermédiaire du Service Central compétent M. T. V. avec tous les renseignements permettant de justifier vis-à-vis des Autorités d'occupation que ces demandes ne découlent pas des obligations que nous imposent la Convention d'Armistice et les prescriptions d'exécution de son article 13.

LE DIRECTEUR GENERAL,

Signé : LE BESNERAIS



17. NOV. 1940

ab.

D. 3002:6

- 1 dossier joint -

Monsieur le Directeur du Service Central  
des Installations Fixes.

0.1666

- Suite à ma lettre D 3002/6 du 8 octobre 1940 et à vos lettres des 22, 28 et 30 octobre relatives au paiement de travaux ne découlant pas des obligations de la Convention d'Armistice et effectués par la S.N.C.F. sur demandes des Autorités allemandes -

Considérés du point de vue de l'Autorité (Française ou Allemande) qui doit régler les dépenses, les travaux peuvent se classer en trois grandes catégories :

- a) Les travaux neufs ayant un intérêt militaire ou stratégique pour l'Autorité occupante mais inutiles pour assurer correctement les transports de l'économie française et nos obligations découlant de l'art.13 de la Convention d'Armistice.

Ces travaux doivent être à la charge de l'Autorité occupante; ils entrent dans la catégorie de ceux visés par la Commission Allemande d'Armistice de Wiesbaden (4ème alinéa de ma lettre du 8 octobre 1940) à examiner par cas d'espèce par le Chef Allemand des Transports.

Exemple : Construction de voies de garage ou d'évitement nouvelles.

- b) Les travaux de remise en état qui ne sont pas strictement indispensables pour remplir nos obligations et assurer nos transports économiques et que, en raison de leur situation géographique et des risques de nouvelles destructions qui en découlent, nous estimons ne pas devoir faire à nos frais, tant que les hostilités ne seront pas terminées.

Ces travaux, qui doivent d'ailleurs être exceptionnels, doivent être mis également à la charge des Autorités d'occupation qui les demandent.

Exemple : Reconstruction, en définitif, du bâtiment d'une gare exposée à de nouveaux bombardements.

- c) Les travaux de remise en état indispensables à l'exécution de nos obligations découlant de la Convention d'Armistice ou à notre propre exploitation commerciale.

Ces travaux sont à la charge de la France.

Exemple : Remise en état de voies principales détruites à la suite de bombardements aériens.



Je vous demande de bien vouloir vous inspirer de cette classification pour déterminer les affaires à soumettre au Chef Allemand des Transports.

Les demandes de travaux de peu d'importance ne devront pas être portées devant le Chef Allemand des Transports, cette Autorité étant trop élevée pour qu'on puisse lui soumettre des questions de détail; ces demandes devront donc faire l'objet d'arrangements locaux au mieux des intérêts de la S.N.C.F. en appliquant les principes ci-dessus énoncés et en se référant, au besoin, à la lettre du Général MIRTH en date du 23 septembre 1940, transmise par le Colonel PAQUIN le 30 septembre, dont la traduction vous a été donnée dans les alinéas 3 et 4 de ma lettre D 3002/6 du 8 octobre 1940. Je vous retourne ci-joint, pour cette raison, les demandes de menus travaux à faire à Moulins et à Bordeaux (vos transmissions n° Veg 000.150.1 et 000.150.1 du 30 octobre).  
7 13

Pour les demandes déjà soumises à la W.V.D. Paris dont il est question dans votre lettre n° Veg 000.150.1 du 22 octobre, je suis tout à fait d'avis de rajeunir, comme vous le proposez, la procédure de ces affaires et de les soumettre en conséquence au Chef Allemand des Transports; cependant, il est nécessaire de faire accompagner chacune de ces demandes d'un croquis et d'une estimation approximative des dépenses en principal afin que le Chef Allemand des Transports puisse prendre sa décision en pleine connaissance de cause.

D'autre part, pour toutes les demandes de l'espèce à soumettre au Chef Allemand des Transports (demandes qui doivent être transmises par l'intermédiaire du Colonel PAQUIN), je vous demande, pour gagner du temps, de bien vouloir rédiger directement à ma signature les notes nécessaires. Ces notes doivent être adressées à M.le Chef de la Délégation Française "Communications" des Services de l'Armistice, à Paris, en lui demandant de bien vouloir faire la transmission au Chef Allemand des Transports en vertu de la décision n° 1624/40 du 23 septembre 1940 de la Commission Allemande d'Armistice; ces notes doivent bien entendu, outre les croquis, les estimations approximatives des dépenses et les renseignements de fait, contenir tous les arguments permettant de justifier, vis-à-vis des Autorités d'occupation, que ces demandes ne découlent pas des obligations que nous imposent la Convention d'Armistice et les prescriptions d'exécution de son article 13.

Je vous prie de bien vouloir rédiger à ma signature, dans cet esprit, une note au Colonel PAQUIN concernant à la fois les affaires que vous m'avez soumises dans votre lettre du 28 octobre et celle concernant un raccordement maritime à Cherbourg que vous m'avez transmise par lettre Ve 205.370.8 du 28 octobre. (Je vous retourne les deux pièces que vous aviez jointes à cette dernière lettre).

LE DIRECTEUR GENERAL,

*Signé: Le Besnereis*



COPIE

31. DEC. 1940

ha

O. N° 1822

*100000*

Monsieur le Directeur du Service Central  
des Installations Fixes,

Vous avez bien voulu me communiquer le projet de réponse que vous avez rédigé à la W.V.D. Paris en réponse à sa lettre du 17 décembre relative au chauffage des baraquements de la gare de Dijon.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis d'accord sur le fait que, s'agissant ici de l'installation de cantonnements, c'est bien à l'Armée allemande qu'il appartient de régler les dépenses correspondantes. Toutefois, il ne semble pas qu'on doive se référer à titre d'exemple aux frais de transports de l'Armée allemande, la question étant encore loin d'être réglée; de plus, je pense qu'il est inutile d'indiquer à la W.V.D. qu'en tout état de cause, l'affaire concerne le Gouvernement français et non pas la S.N.C.F.

*Comme vous le dites*

Si la W.V.D. Paris ne répond pas à la lettre qui va lui être envoyée ou si elle répond par un refus de payer, il restera à mon avis, à transmettre la facture des frais aux Services Financiers avec toutes les autres prestations dues à la S.N.C.F. et non réglées. D'une façon générale, il a en effet été convenu que chacun des Services Centraux prendrait attachement, pour ce qui le concerne, de toutes les prestations fournies aux Allemands que ces derniers se refusent à régler, ou des factures que la S.N.C.F. reçoit pour règlement de fournitures faites pour eux. Toutes ces prestations et leurs justifications sont à adresser sous forme de bordereaux aux Services Financiers qui centraliseront et s'occuperont de leur règlement définitif.

Bien entendu, cette procédure n'infirme en rien les directives données par M. le Directeur Général dans sa lettre D 3002/6 du 7 novembre 1940 pour les affaires à soumettre au Chef allemand des Transports. Dans le même ordre d'idées il est toujours bon, lorsqu'on reçoit d'un organisme allemand une mise en demeure d'exécution de travaux ou de fourniture dont la charge ne doit pas être supportée par la France, de le lui faire immédiatement remarquer (c'est le cas du chauffage des baraquements de Dijon).

Le Chef du Service technique  
de la Direction Générale,

Signé: DUGAS



Le Chef de l'U.B.A.

**COPIE**

à S/ Arrond<sup>t</sup> de BESANCON

Objet : Entrepôt des colis isolés de la Wehrmacht.

Comme il m'est signalé par le Service de Surveillance près la gare de Besancon-Viotte, il n'existerait pas de possibilités suffisantes pour entreposer les colis isolés reçus pour le compte de la Wehrmacht. Il s'est produit à plusieurs reprises que les colis isolés entreposés dans la halle à marchandises soient pris directement par les destinataires. Pour éviter de pareils errements, je prie d'installer de suite à la place proposée dans la halle à marchandises, un compartiment fermé, dans lequel les colis isolés seraient entreposés jusqu'à ce qu'ils soient délivrés aux destinataires.

Il suffit qu'un enclos en lattes de 4<sup>m</sup>,60 soit établi.

Signé : ROFENISTER

S.N.C.F. Sud-Est

Exploitation

Sous-Arrondissement de  
BESANCON

n° 244-23/01

BESANCON, le 29 Janvier 1941

TRANSMIS à Monsieur le Chef de gare Principal  
à BESANCON-VIOTTE.

pour examiner la demande de l'U.B.A. et la satisfaire si la chose est possible.

P. l'Inspecteur Principal Adjoint  
L'Inspecteur  
Signature :



S.N.C.F.

Service central des  
INSTALLATIONS FIXES

11 janvier 1941

L2

Dépenses spéciales  
de guerre

Monsieur le Directeur de l'Exploitation  
de la RÉGION

Vttv 91.300-1  
12

La circulaire n° 2 pour l'application de l'Instruction Générale "Série Finances et Comptabilité n° 1" - après l'Armistice - du 12 Décembre 1940, donne la nomenclature des dépenses supplémentaires de guerre imputables, provisoirement ou définitivement, au Compte d'Exploitation, celle des dépenses nécessitées par la reconstruction du réseau, la réparation des dommages divers et les prestations demandées par les Autorités d'occupation.

Elle réale, en outre, les modalités d'application de cette nomenclature.

Au cours d'une réunion, tenue le 6 Janvier dernier au Service central des Installations Fixes, les instructions de cette circulaire ont été commentées aux Chefs de Comptabilité des Services Régionaux V.B. en vue de leur préciser en détail la discrimination à effectuer parmi ces dépenses, en particulier la distinction entre celles ressortissant respectivement à l'art. 3 et à l'art. 4 de la convention de Septembre 1939, ainsi que leur imputation aux divers articles du Chapitre IV du Budget d'Exploitation: ceci comme les dépenses de récents, en particulier, pour lesquelles la distinction pouvait prêter à quelque hésitation, une liste a été donnée permettant de régler aisément la plupart des cas.

Il a été également recommandé aux Chefs de Comptabilité de virer aux articles intéressés du Compte d'Exploitation, les dépenses qui auraient encore figuré sur des comptes d'attente.

En outre, par lettre T<sup>2</sup> Liq. n° 314 du 16 Janvier 1941 les Services Financiers ont adressé aux Subdivisions de Comptabilité des Régions de tous les Services, des instructions conformes aux dispositions de la circulaire n° 2 précitée, au sujet de l'imputation des dépenses engagées pour le compte des Autorités d'occupation et de leur constatation dans des comptes d'ordre.

....



Quant au mode de remboursement des dépenses faites :

- 1°) celles qui ont été faites ou censées faites, à la demande d'une autorité militaire française, sont remboursées par ces autorités, sur présentation des factures par les Régions ;
- 2°) les autres dépenses de remise en état ou de réparation à rembourser en tout ou en partie par l'Etat resteront simplement imputées au budget d'exploitation jusqu'à ce que des instructions ultérieures interviennent pour les demandes de remboursement.
- 3°) Enfin, en ce qui concerne les dépenses engagées pour le compte des Autorités d'occupation, il y a lieu d'opérer comme indiqué ci-dessous :

La Division de la Comptabilité Générale est chargée de centraliser - par l'intermédiaire des Services Centraux - tous les mémoires établis par les Services en vue de la notification aux Autorités d'occupation de la valeur des prestations qui leur ont été fournies par la S.N.C.F.

Les Services V.B. auront à fournir les éléments de récapitulation concernant :

- les fournitures de main-d'œuvre ;
- les fournitures de matières et de carburants ;
- les locations de terrains d'embranchements de voies ;
- les travaux divers sur chantiers avec main-d'œuvre S.N.C.F. ;
- l'utilisation partielle ou totale des circuits et installations téléphoniques ou télégraphiques par les Autorités d'occupation.

Il convient donc de dresser, dès maintenant, l'estimation de la valeur des prestations déjà fournies et, pour celles à venir, de prendre en temps utile tous attachements nécessaires.

Les relevés de dépenses seront établis sous la forme de "mémoires" et de "bordereaux de mémoires" du modèle ci-joint.

Chaque mémoire sera établi en deux exemplaires et portera un numéro pris dans une série continue dans chacun des Services. Il en sera de même des bordereaux de mémoires.

Chaque Subdivision comptable devra le 15 de chaque mois, sous bordereau, au Service central des Installations Fixes, les mémoires qu'elle aura préparés dans le mois.

Par exception, les premières facturations porteront sur les six mois écoulés du 1er Juillet au 30 Novembre 1940 et devront me parvenir le 10 Février 1941, dernier délai, celles concernant le mois de Décembre, me seront adressées pour le 15 Février.



Chaque envoi sera accompagné d'une facture de débit, établie pour le montant total de l'envoi. Le crédit correspondant sera inscrit par le Service émetteur au compte d'ordre dont l'ouverture a été demandée par la Comptabilité Générale par lettre E2 Liq. n° 214 du 18 Janvier 1941, sus-visée.

Dans tous les cas où les sommes dont le remboursement est demandé ne figurent pas à un compte d'attente, l'inscription à l'article approprié du compte d'Exploitation aura sa contrepartie à la Comptabilité Générale.

Les mémoires devront comporter avec tout le détail utile:

- la description du travail ou de la prestation fournie ;
- les dates d'exécution ;
- la référence de l'Autorité qui a demandé cette prestation ;
- le cas échéant, la référence à l'acceptation de remboursement qu'auraient pu donner les Autorités d'occupation.

Par contre, il ne sera pas nécessaire de donner le détail de la somme facturée pour chaque prestation. Mais il sera bon que vous possédiez, pour chacune d'elles, un dossier distinct comportant toutes justifications d'exécution et de dépenses qui pourraient être demandées par le Secrétaire d'Etat aux Communications ou par les Autorités d'occupation.

Il est précisé que les tarifs à employer dans l'établissement des mémoires sont les tarifs utilisés dans les cas analogues dans nos rapports avec les autorités militaires françaises. Il en est de même des frais généraux qu'il convient d'inclure dans le montant de chaque mémoire, sans toutefois en donner explicitement l'indication et l'importance.

Aux mémoires établies, devront être jointes des copies des documents originaux, s'ils existent, par lesquels les Autorités allemandes ont demandé l'exécution du travail ou la fourniture de la prestation, ainsi que ceux par lesquels ils en reconnaissent l'exécution ou la fourniture.

Un même mémoire pourra comprendre les éléments de plusieurs travaux ou de plusieurs prestations, à condition que tous ces travaux ou fournitures aient été demandés par la même E.E.D.

Enfin, il est précisé que les sommes à porter au Compte d'Exploitation par application de la circulaire n° 2 pour l'application de l'Instruction Générale n° 1 après l'Armistice, devront être celles dont le remboursement sera demandé par mémoire. Elles comprendront ainsi une part de frais généraux qui devra faire l'objet de prises de crédit comme dans le cas de travaux exécutés pour des tiers.

-----  
Copie à Monsieur le Chef du Service de la Voie et des  
Bâtiments Toutes Régions

pour instructions conformes.

Copie aux Services Financiers

Copie à Eg - Sa - Vz à titre d'information.



S.N.C.F.

S.N.C.F.  
SERVICE CENTRAL V

27 AVR 1941

26 AVR 1941 GM

26 AVR 1941

27 AVR 1941

361 405.15

3

<del>A</del>	<del>M</del>	<del>L</del>	<del>X</del>
N	J	T	R
C	B	O	S
W	Z	P	S

*transmettre la  
bonne  
à l'Agence  
de la  
Général  
à Paris*

SOCIÉTÉ NANCY	
RES CHIMIE	
6 AVR 1941	
D 3002	6 / 75

SERVICE CENTRAL  
des  
INSTALLATIONS FIXESTravaux demandés par  
les Autorités d'occu-  
pation.

BESANCON-VIOTTE

Construction d'un enclos,  
sous le quai P.V. n°1,  
pour les colis destinés  
à la Wehrmacht.

Monsieur le Directeur Général,

Ve 361 405 - 15

2

Par lettre en date du 29 Janvier 1941, dont copie est ci-jointe (pièce A), l'U.B.A. de BESANCON a demandé à la Région du SUD-EST, la construction immédiate, sous le quai P.V. n°1 de Besançon, d'un enclos pour les colis destinés à la WEHRMACHT.

En raison de l'urgence, les travaux ont été exécutés sans délai - la dépense est de l'ordre de 2 900 fr.

Comme cette installation ne découlait pas des obligations de la Convention d'Armistice et n'était d'aucune utilité pour la S.N.C.F., l'E.B.D. de NANCY a été saisie en vue de la prise en charge des dépenses correspondantes.

Or, son Directeur, M. GRIMM, a fait connaître par lettre du 20 Mars 1941 (pièce B) qu'il appartenait à la S.N.C.F. de supporter les dépenses en question et exposé, par ailleurs, son point de vue, à ce sujet, le 24 Mars au cours d'une réunion hebdomadaire avec les représentants de la Région (extrait du compte rendu ci-joint, pièce C).

En réalité, nous constatons de plus en plus que les Autorités allemandes considèrent qu'il appartient à la S.N.C.F. de satisfaire à tous les besoins quels qu'ils soient et étendent à des travaux de plus en plus nombreux les obligations que nous fait l'article 13 de la Convention d'Armistice.

Je pense qu'il convient, dans les circonstances, de protester. Peut-être même apprécierez-vous qu'il y a lieu d'adresser cette protestation par l'intermédiaire du Colonel PAQUIN puisqu'elle pose une question de principe importante.

*Qui  
Lig.*

.....

CENTRAL DES INSTALLATIONS FIXES

*à l'Agence  
Nancy A avec  
M. Buge et les  
autres  
Lig.*





A ( Nous pourrions d'ailleurs, à cette occasion, procéder à un tour d'horizon des questions de même nature touchant à l'interprétation de l'article 13, pour voir s'il n'y aurait pas lieu de donner à notre protestation un caractère plus général.

Je vous serais obligé de me faire connaître votre décision.

LE DIRECTEUR

*non*



41 - T 3 - Hg

Nancy, le 20 Mars 1941

MC

**COPIE**

Monsieur L'HUILLIER, Ingénieur Principal  
Représentant de la S.N.C.F. auprès de l'E.B.D. Nancy

Objet : Gare de Besançon - Enclos pour colis destinés à la Wehrmacht.

Ci-contre, nous vous transmettons copie d'une lettre de la Délégation Technique pour en prendre connaissance et de nous faire connaître votre avis.

La construction de l'enclos est absolument nécessaire pour y entreposer les colis destinés à la Wehrmacht. Nous ne pouvons pas reconnaître pour valable les objections contenues dans la lettre du 22.2.41. Par conséquent, les dépenses pour la construction de l'enclos sont à supporter par la S.N.C.F., conformément aux prescriptions d'exécution à l'art. 13 de la Convention d'Armistice.

Signé : GRIMM

S.N.C.F.

Service de liaison

S.N.C.F. - E.B.D.

NANCY

n° 2869 / 1638 S.L.N.  
AG - 323

Copie (traduction) transmise à

M. le Chef du Service de la Voie et des  
Bâtiments Région Sud-Est  
PARIS

Comme suite à sa lettre VB. e 2m -  
403 du 14 - 2 - 41 à la D.T. de Nancy.

Nancy, le 2 Avril 1941

Le Chef du Service de Liaison,

L H U I L L I E R

Pièce à consulter

N°



S.N.C.F.

Paris, le 14 février 1941

Région Sud-Est

Voie et Bâtiments

Etudes Générales - 2<sup>e</sup> Section

V.B.e 2m - 403

Travaux demandés par  
l'autorité allemandeGare de Besançon-Viotte  
Construction d'un enclos  
sous le quai P.V. n° 1  
pour les colis destinés à  
la WEHRMACHT

1 p. jointe

COPIE

Monsieur le Chef de la Délégation  
Technique Française auprès de l'E.B.D. Nancy

La Région Sud-Est de la S.N.C.F. a été saisie par  
l'U.A.B. de Besançon d'une commande écrite, dont ci-  
joint copie, tendant à obtenir, en gare de Besançon-  
Viotte, la construction d'un enclos sous le quai P.V.  
n° 1 pour entreposer les colis destinés à la Wehrmacht.

En raison de l'urgence signalée, l'ordre d'exécution a été donné.

Le montant des dépenses à effectuer s'élève environ  
à ..... 2 900 francs

Ces nouvelles installations qui ne découlent ni des obligations de la Convention d'Armistice, ni des prescriptions d'exécution de son article 13, ne sont d'aucune utilité pour les besoins de la S.N.C.F. Elles sont donc à la charge de l'autorité occupante.

J'ai en conséquence, l'honneur de vous prier de bien vouloir demander à M. le Chef allemand de l'E.B.D. Nancy son accord pour la prise en charge de la dépense par son Administration.

*Signé : Lucien*



Monsieur le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments  
-Région du SUD-EST-

-:-:-:-:-

COMPTE RENDU de la REUNION HEBDOMADAIRE du 24 Mars 1941  
(semaine du 17 au 23 Mars)

Etaient présents :

MM. IHUILLIER, Ingénieur Principal, Chef du Service de liaison S.N.C.F.  
E.B.D. Nancy

DIDIER, Ingénieur Principal,  
GEIBEN, Ingénieur adjoint,  
BEYER, Inspecteur divisionnaire  
d'une part

et MM. O.R.R. GRIMM, Directeur de l'E.B.D.  
R.R. HAIGIS, BERTRAND, ROSEBACH, DAHL, SCHOLL,  
d'autre part.

2°) - M. GRIMM, signale que par une lettre récente concernant la construction à Besançon d'un local pour la conservation et la garde d'envois destinés à l'Armée allemande, le réseau du SUD-EST a demandé si l'E.B.D. prendrait les travaux à sa charge.

M. GRIMM comprend très bien que la S.N.C.F. dans un esprit louable de sage administration et d'économie, cherche à étudier les charges de cette nature. Il en ferait autant; néanmoins puisque les travaux sont jugés indispensables par l'Armée, il estime que l'affaire est du ressort exclusif de la S.N.C.F., celle-ci doit supporter les frais de travaux et non pas l'E.B.D.-

A cet égard, la manière de voir de M. GRIMM est la suivante :

a) les travaux demandés dans l'enceinte du chemin de fer touchent ou intéressent les transports de la Wehrmacht, comme c'est le cas à Besançon et doivent soit en permettre l'exécution, soit l'améliorer ou la faciliter. Dans ce cas la S.N.C.F. doit faire le nécessaire à ses frais.

b) les travaux demandés dans l'enceinte des chemins de fer sont étrangers à l'exécution des transports et répondent seulement à des besoins particuliers de l'Armée. Dans ce cas, c'est l'Etat Français qui doit couvrir les frais. C'est à ce dernier que la S.N.C.F. doit s'adresser pour couvrir les frais des travaux qu'elle aurait exécutés dans ces conditions.

VBs 100 B.

TRANSMIS à M. le Chef de la Subdivision  
des Etudes Générales (VBs)

à titre d'information.  
Paris, le 31 mars 1941.

P. L'Ingénieur en Chef chargé du Service V.B.  
L'Ingénieur Principal  
Signature.

*VBs 2 n° 100*



# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

R. C. Seine 276.448 B

SERVICE CENTRAL  
DES  
INSTALLATIONS FIXES

PARIS, le - 9 MAI 1941 19

42, Rue de Châteaudun (9<sup>e</sup>)

Téléphone. TRINITÉ 29-94 et la suite

Adr. Télégraph. : SONAFERVOI-PARIS

Travaux demandés par les autorités  
d'occupation

D 3002/6

Veg 15 191-7

44

Monsieur le Chef du Service  
Technique de la Direction Générale.

*de Paulet*  
*de*  
Comme suite à la note du 8 Octobre 1940 de M.le Directeur Général, nous avons demandé aux Régions de régler au mieux des intérêts de la S.N.C.F. les questions de faible importance concernant les travaux demandés par les autorités d'occupation et qui ne découlaient pas des obligations que nous imposait la Convention d'Armistice.

Or, systématiquement les Régions se voient opposer des refus par les E.B.D. et tout dernièrement la Région du Sud-Est m'a signalé - à propos d'un travail de faible importance demandé par l'U.B.A. de BESANCON (création d'un enclos pour les colis destinés à la Wehrmacht)-, la position systématique prise par l'E.B.D. de NANCY.

J'ai porté la question devant M.le Directeur Général qui a approuvé ma proposition de protester par l'intermédiaire de M.le Colonel PAQUIN, auprès du Chef allemand des Transports en soulignant que cette position systématique n'est pas conforme à l'avis donné par la note du 23 Septembre 1940 de la Commission allemande d'Armistice répondant à la note du 8 Septembre de la Délégation Française.

Je vous adresse ci-joint le dossier de mon Service relatif à cette question en vous laissant le soin, comme le demande M.le Directeur Général dans son annotation sur une lettre du 26 Avril 1941, de faire l'accolade entre tous les Services intéressés.

LE DIRECTEUR

*enon*





15 MAI 1941

SL

SERVICE CENTRAL  
DES  
INSTALLATIONS FIXES

Travaux demandés par les  
Autorités d'occupation.

Ve 15 191-7  
46

M. Paulin vice-président  
de  
Monsieur le Chef du Service  
Technique de la Direction Générale,

Suite à ma lettre référence ci-contre du 9 Mai 1941 concernant le règlement des travaux demandés par les autorités d'occupation, et ne découlant pas des obligations que nous impose la Convention d'Armistice.

Vous avez dû recevoir, comme moi, copie de la réponse faite le 5 Mai 1941 par M. le Colonel PAQUIN à la lettre du 27 Avril de M. le Directeur Général lui rappelant nos demandes de remboursement de dépenses, restées sans réponse des Autorités Allemandes.

M. le Colonel PAQUIN indique notamment que le Général délégué du Chef Allemand des Transports fait ressortir qu'il est en droit de prendre toutes mesures qu'il juge utiles dans l'intérêt de l'exploitation et du trafic, et que l'exploitation doit se faire à la charge de la France.

Estimant que cette manière de voir est susceptible d'être étendue aux travaux ferroviaires demandés par l'Autorité allemande, et que dans l'esprit du Délégué du Chef Allemand des Transports la question du paiement par l'Allemagne, de ces travaux, est entièrement liée à celle du paiement des frais de transports, M. le Colonel PAQUIN est d'avis d'attendre le résultat des négociations concernant le paiement de ces frais, pour effectuer de nouvelles démarches auprès du dit Délégué.

Suivant les bases de règlement du mémorandum soumis à ce dernier, nous pourrions obtenir, s'il était accepté, le règlement de prestations accessoires comprenant en particulier les travaux de toute nature exécutés par la S.N.C.F.

Abandonnant la procédure actuelle, nous fournirions un relevé des travaux déjà exécutés et, pour l'avenir, on opérerait par bon de commande ou de réquisition.

Si, comme semble le penser M. le Colonel PAQUIN, les Autorités allemandes acceptent cette procédure, je crois que nous aurions satisfaction, mais il y aurait lieu de bien préciser pour l'avenir qu'aucun travail ne pourrait être entrepris sans bon de commande ou de réquisition préalable.

....



31 MAI 1941

1 JUIN 1941

31 MAI 1941

sr

S.N.C.F.  
SERVICE CENTRAL V  
2 JUIN 1941  
000 150-1  
245  
S.C.F.P. - PARIS - 80/E 47253 (4-42)

CA	L	E	G
N	J	T	V
C	B	O	S
W	Z	P	S

DIRECTIO GENERALE  
1 JUIN 1941  
Dossier D 3414/20 12

Réta  
Mod. IF. 92  
T  
s  
n  
ment

Monsieur le Directeur Général,

*Paul*  
*med*  
*de*

Vég. 000 150-1  
243

Comme suite à votre annotation en marge de la copie qui vous a été adressée par M. le Colonel PAQUIN, de sa lettre du 13 mai 1941 à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, concernant la prise en charge par les Autorités d'occupation de la moitié des dépenses engagées pour le rétablissement du Raccordement de Brébières, je vous ai exposé verbalement où en était la question.

La lecture de la lettre qui vous a été adressée le 5 mai 1941 par M. le Colonel PAQUIN vous a montré que ce dernier avait soudé, dans un mémorandum soumis le 28 avril 1941 au Délégué du Chef Allemand, la question du remboursement des frais de transports à celle des prestations fournies par le chemin de fer, et qu'il est d'avis d'attendre le résultat des négociations pour effectuer de nouvelles démarches.

L'affaire du raccordement de Brébières ne comporte donc pas d'autre suite pour le moment.

Toutefois, M. le Colonel PAQUIN vous ayant proposé d'abandonner la procédure actuellement en cours pour le paiement des prestations en général, M. le Chef du Service Technique est chargé de préparer la réponse à la lettre du 5 mai après avoir fait l'accolade avec tous les services intéressés.

Pour ce qui me concerne, je serais d'avis de continuer, en attente de la décision à intervenir, à adresser à M. le Colonel PAQUIN, ne serait-ce qu'à titre de documentation, les dossiers qui vous ont été envoyés récemment par les Régions.

Je vous serais obligé de bien vouloir me confirmer que vous êtes de cet avis.

LE DIRECTEUR



(en communication)

CENTRAL DES INSTALLATIONS FIXES

S'arrêd.

*pour Ly*  
*O*  
*au capital A*

*transmettre à M. d'uyas.*  
*5-6-41*  
*ay*

*mon*



1009/2

Rép.

N. C. F.

26 JUIN 1941

Ce timbre sera joint à la réponse

D/3002/6/15

E CENTRAL

des

INSTALLATIONS FIXES

Travaux demandés  
par les  
Autorités d'occupation

Veg 000 150-1

255

Monsieur le Chef du Service Technique  
de la Direction Générale,

Pour vous permettre de mettre au point l'étude que vous avez entreprise sur la question et comme suite à mes transmissions Veg 15 191 - 7/44 et 000 150 - 4/243 des 9 et 31 Mai 1941, relatives au règlement des travaux demandés par les Autorités d'occupation, je vous adresse, ci-joints, les dossiers des travaux énumérés ci-après qui nous ont été demandés par les Autorités d'occupation et qui de l'avis des Services intéressés ne présentent pas d'intérêt actuel pour la S.N.C.F.

La question pourrait être revue suivant les règles que vous aurez fait approuver par M. le Directeur Général, comme suite à la position de principe prise par M. le Chef Allemand des Transports (lettre de M. le Colonel PAQUIN du 31 Mai 1941 à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications, dont vous avez reçu copie).

- Région du NORD -

COMPIEGNE - Aménagement d'un centre de Croix Rouge.

- Région de l'OUEST -

Ligne de VERSAILLES à RENNES - Aménagement à la bifurcation de Maingourmois (110 000 fr)

MASSY-PALAISEAU - Raccordement de la gare militaire avec la voie de tiroir de Massy-Palaiseau, (Etablissement d'une liaison : 27 000 fr)

Gare Maritime de CHERBOURG - Raccordement de l'amorce de la voie 2 avec la voie du 2<sup>e</sup> môle (9 000 fr)

- Région du SUD-EST -

CLAMECY - Empierrement de la partie allongée du quai à bestiaux (125 000 fr).

LE DIRECTEUR





# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE CENTRAL  
DES INTALLATIONS FIXES

Paris, le 19 Décembre 1938  
42, rue de Châteaudun

## COMPOSITION DES LOTS n° 7 et 8

chaque lot est indivisible

### LOT N° 7

Destiné à la Région du Sud-Ouest

Chantier de préparation : BRETENOUX

Nombre de pièces	Repère du type	Dimensions	Cube unitaire	Cubes partiels
8	1 C	3,00	0,11250	0,900
5	1 E	3,40	0,12750	0,6375
3	1 G	3,60	0,13500	0,405
		$\times 0,25 \times 0,15$		
11	2 A	2,60	0,11700	1,287
21	2 B	2,80	0,12600	2,646
4	2 C	3,00	0,13500	0,540
17	2 D	3,20	0,14400	2,448
1	2 E	3,40	0,15300	0,153
24	2 G	3,60	0,16200	3,888
		$\times 0,30 \times 0,15$		
6	3 B	2,80	0,14700	0,882
2	3 C	3,00	0,15750	0,315
1	3 E	3,40	0,17850	0,1785
9	3 G	3,60	0,18900	1,701
		$\times 0,35 \times 0,15$		
112 pièces				cube total: 15,981 m³

### LOT N° 8

Destiné à la Région du Sud-Ouest

Chantier de préparation : BRETENOUX

Nombre de pièces	Repère du type	Dimensions	Cube unitaire	Cubes partiels
5	1 K	4,40	0,16500	0,825
3	1 M	4,70	0,17625	0,528
		$\times 0,25 \times 0,15$		
36	2 H	3,80	0,17100	6,156
5	2 J	4,10	0,18450	0,922
7	2 K	4,40	0,19800	1,386
1	2 N	5,00	0,22500	0,225
		$\times 0,30 \times 0,15$		
14	3 J	4,10	0,21525	3,013
1	3 K	4,40	0,23100	0,231
		$\times 0,35 \times 0,15$		
72 pièces				cube total: 13,286 m³



S.N.C.F.

18 JUIL 1941

---  
Service Central  
des  
Installations Fixes  
---

Ve 000 150 - 1

269

Monsieur le Chef du Service Technique  
de la Direction Générale

Comme suite à ma lettre Veg 000 150-1/255 du 26 Juin 1941, relative au règlement de divers travaux demandés par les Autorités d'occupation, je vous adresse pour le joindre au dossier que vous constituez le projet ci-joint d'établissement en gare d'Eu d'une rampe militaire le long de la voie de débord de la cour aux marchandises.

Je partage entièrement la manière de voir de la Région en ce qui concerne la prise en charge des dépenses, la construction d'une rampe militaire ne répondant à aucun besoin économique, ainsi que l'indique d'ailleurs en son § 2 la note du 12 Avril 1941 du Commandement Supérieur de l'Armée (Etat Major Général de l'Armée) donnant les directives à suivre pour la prise en charge des frais et la détermination de la compétence en ce qui concerne les constructions nouvelles et les travaux de reconstruction.

LE DIRECTEUR

*Non*

Copie à Dir. N  
" à VB. N.





S.N.C.F.

Service Central  
des  
Installations Fixes

Région de l'Est

Travaux demandés par  
les Autorités d'Occupation

Châlons -s- Marne

Etablissement d'une H.A.  
au Quai militaire

Veg<sup>2</sup> 000 150-1  
246

Monsieur le Chef du Service Technique  
de la Direction Générale,

Comme suite à ma lettre Veg 000150-1/255 du 26 juin dernier relative au règlement de divers travaux demandés par les autorités d'Occupation, je vous adresse, pour le joindre au dossier que vous constituez, le projet relatif à l'établissement d'une H.A. au quai militaire, en gare de Châlons s/Marne.

Ces travaux sont figurés en rose sur le plan au 1/1000e ci-joint et le montant de la dépense à prévoir pour leur réalisation est de l'ordre de 105 000 fr suivant détail estimatif également annexé.

Cette nouvelle installation, dont l'ordre d'exécution est donné à la Région, ne découle pas des obligations de la Convention d'Armistice, ni des prescriptions de son article 13, elle n'est d'aucune utilité pour les besoins de la S.N.C.F. et doit donc être à la charge de l'Autorité occupante.

LE DIRECTEUR



*OK*

*Wion*





28 JUIL 1941

Région du Nord

ROMESCAMPES

Modification des installations  
sur demande de l'E.B.D.  
Paris-Nord

Veg 000 150.1

47

Monsieur le Chef du Service Technique  
de la Direction Générale

Comme suite à ma lettre Veg 000 150-1/255 du 26 juin 1941, relative au règlement de divers travaux demandés par les Autorités d'occupation, je vous adresse pour le joindre au dossier que vous constituez, le projet ci-joint concernant la réalisation d'importantes modifications des installations de voie de la gare de ROMESCAMPES.

En ce qui concerne les dépenses que la WEHRMACHT envisage de mettre à notre charge, pour la modification des voies 1 à 12 - 34 et 38, je vous précise ainsi que l'indique la Région du Nord que ces modifications n'ont aucun intérêt pour la S.N.C.F. - il s'agit exclusivement d'installations de guerre qui doivent disparaître à la fin des hostilités.

LE DIRECTEUR

*encom*

- Copie à DE/N  
VB/N





S.N.C.F.

4 AOUT 1941

Service Central des  
Installations Fixes

Région de l'Est

Gare de Belfort

Installation d'une halte d'abreu-  
vage demandée par les Autorités  
d'occupation

Monsieur le Chef du Service Technique  
de la Direction Générale,

N° Veg<sup>2</sup> 000 150.1  
278

Comme suite à ma lettre N° Veg 000 - 150 - 1/255 du 26  
Juin 1941, relative au règlement de divers travaux demandés  
par les Autorités d'occupation, je vous adresse, pour le  
joindre au dossier que vous constituez, le projet concernant  
l'installation d'une halte d'abreuvement à la gare de Belfort.

Le montant de la dépense à prévoir pour la réalisation  
de ces travaux est de l'ordre de 80 000 fr suivant détail  
estimatif ci-joint.

Cette installation ne rentrant pas dans la catégorie de  
celles qui nous sont imposées par l'article 13 de la Convention  
d'Armistice et ne présentant aucune utilité pour le Service  
propre du chemin de fer, les dépenses entraînant son exécution  
devront être à la charge de l'Autorité occupante.

En raison de l'urgence, la Région a donné l'ordre  
d'exécution des travaux.

LE DIRECTEUR

*Mon*

Copie V.B. Est



*Vu par M. Dreyer  
le 21/8*



12 AOU 1941

S.N.C.F.

/ET

Service Central  
des  
Installations Fixes

---  
Région du Sud-Ouest

---  
D A X

Monsieur le Chef du Service Technique  
de la Direction Générale,

Création d'une cour  
empierrée en bordure de la  
voie 8 bis et entre les  
voies 8 bis et 9.

Veg. 000 150 - 1

286

Comme suite à ma lettre Veg 000 150-1/255 du 26 Juin 1941,

relative au règlement des divers travaux demandés par les Autorités  
d'occupation, je vous adresse, pour le joindre au dossier que vous  
constituez, le projet ci-joint concernant les travaux visés en  
marge, réclamés d'urgence par l'U.A.B. de BORDEAUX.



L'ordre d'exécution a été donné.

LE DIRECTEUR  
*mon*

Copie : Dir.Expl.Sud-Ouest  
V.B. "



18 AOU 1941

S.N.C.F.  
---  
Service Central  
des  
Installations Fixes  
---

Région du Nord  
-

Installation de signaux  
provisaires du type  
allemand  
-

Ve 000 150-1

287

Monsieur le Chef du Service Technique  
de la Direction Générale



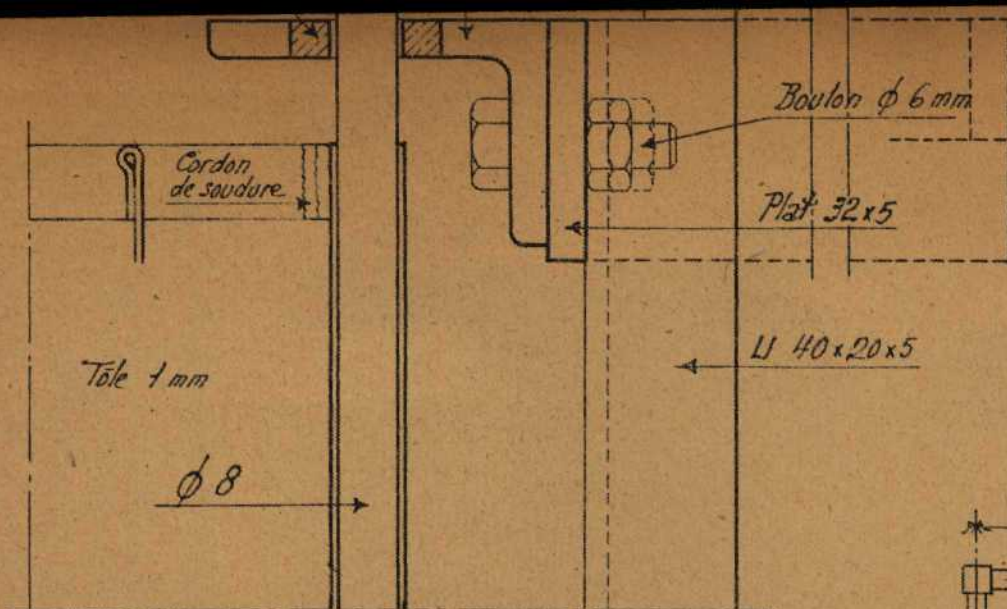
Comme suite à ma lettre Veg 000 150-1/255 du 26 juin 1941, relative au règlement de divers travaux demandés par les Autorités d'occupation, je vous adresse ci-joint, pour être inclus au dossier que vous préparez à ce sujet, le projet d'établissement de signaux provisoires du type allemand, (avec annulation des signaux français existants), sur les sections de lignes suivantes qui sont actuellement exploitées par la Reichsbahn :

AUBIGNY-en-ARTOIS - MONTREUIL  
SAINT-POL - ABBEVILLE

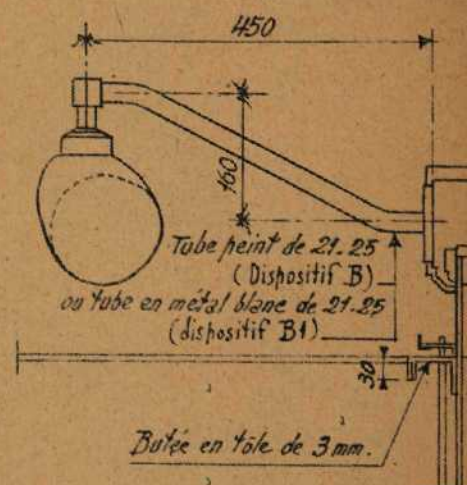
LE DIRECTEUR

- Copie à VB/N

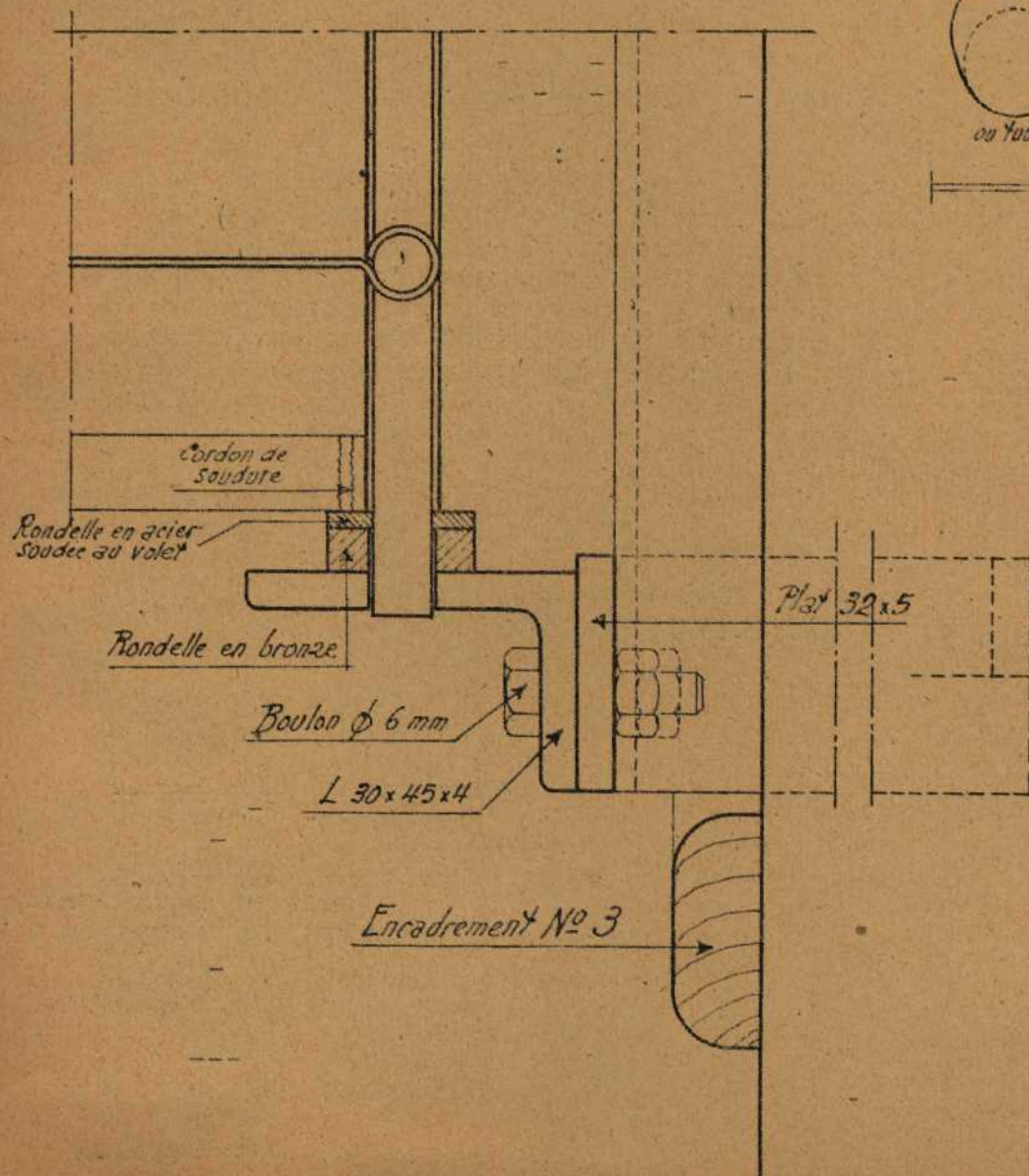




coupe d



Index découpé dans la  
(Dispositif T)  
ou index en métal blanc  
1 mm d'ép rapporté sur le  
2 faces de la tôle (Dispos





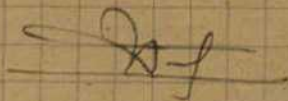
Le 27 / 10 / 41

M. Robae

Suite à notre Communiqué téléphonique de ce  
matin je vous envoie ci-joint les notes & travaux  
demandés par les Autorités allemandes, que vous  
avez transmis par la poste examinés par le Chef  
des Travaux.

Suite à la lettre de 3/9/41 (SA 531),  
de M. le Secrétaire d'Etat au Commerce Extérieur  
la nouvelle procédure d'examen de ce dossier je  
vous le retourne afin que vous puissiez les remettre  
à M. le Dr. Dr. S. Cappel de l'Institut des  
qui les présentera à la Commission créée  
par le Colonel Papin, présidée par le  
Dr. Colonel Peun et à laquelle appartient  
également M. Faurien Représentant  
du Ministère

Bonne nuit





9 OCT 1941

S.N.C.F.

Service Central des  
Installations Fixes

Lille Saint-Sauveur

Etablissement de murs coupe-feu  
dans les halles 1 à 8

Monsieur le Chef du Service Technique  
de la Direction Générale,

Ve 000 150 - 1

374

Comme suite à ma lettre Veg 000 150-1/255 du 26 Juin 1941, relative au règlement de divers travaux demandés par les Autorités d'occupation, je vous adresse ci-joint pour être inclus au dossier que vous préparez à ce sujet, le projet d'établissement, à la gare de Lille Saint-Sauveur, de murs coupe-feu dans les halles n° 1 à 8 utilisées comme magasins pour le ravitaillement de l'armée allemande.

Les dépenses correspondant à l'exécution de ces travaux qui sont actuellement en cours sont évaluées à 307 000 frs frais généraux compris.

Ce projet ne présente pas d'intérêt pour la S.N.C.F.



LE DIRECTEUR



Service Central  
des  
Installations Fixes

29 SEP 1941

Région du Nord

Ligne de Béthune à Abbeville

Etablissement, par les Autorités  
d'occupation, de deux voies  
d'évitement aux abords des P.A.  
de Noeux-les-Boffles et de  
La Chaussée-Brunehaut.

Vfm 64.000.2  
293

Monsieur le Chef du Service Technique  
de la Direction Générale

Comme suite à ma lettre Veg 000 150-1/255 du 26 Juin 1941 relative au règlement de divers travaux demandés par les Autorités d'occupation, je vous adresse ci-joint, pour être inclus au dossier que vous préparez à ce sujet, le projet d'établissement par l'Autorité Militaire allemande de deux voies d'évitement aux abords des P.A. de Noeux-les-Boffles et de La Chaussée-Brunehaut, sur la ligne de Béthune à Abbeville, exploitée par la Wehrmacht.



Ce projet ne présente aucun intérêt pour la S.N.C.F.

J'attire, par ailleurs, tout particulièrement votre attention sur ce que le chiffre de 13 600 fr qui figure à l'estimation, pour construction et aménagement de cabines téléphoniques, comprend notamment une dépense de 12 880 fr, montant d'une facture que l'E.B.D. de Lille a demandé à la S.N.C.F., de régler à l'Entreprise BLAIVIE & Fils de Bruxelles, pour les travaux de fondations de ces cabines, commandés directement à cette entreprise par les Autorités allemandes sans que nous ayons été consultés.

LE DIRECTEUR  
*Lemaire*



S.N.C.F.

Service Central  
des  
Installations Fixes

—  
Région du Nord

—  
Romescamps

—  
Modification des installations  
sur demande de l'E.B.D. Paris-Nord

Veg 000.150-1  
304

Monsieur le Chef du Service Technique  
de la Direction Générale



Comme suite à ma lettre Veg 000 150-1/277 du 28 Juillet 1941 relative aux travaux visés en marge, je vous adresse ci-joint une estimation sommaire (n°1) des dépenses à prévoir (1 600 000 fr) pour l'exécution de la totalité des travaux, qui à notre avis seraient à prendre en charge par les Autorités d'occupation.

Cette estimation a été adressée par la Région du Nord, à l'E.B.D. Paris-Nord, le 3 Septembre 1941 par lettre dont ci-joint copie.

Les frais afférents à la modification des voies 1 à 12 - 34 et 38 que les autorités allemandes envisageaient de faire supporter par la S.N.C.F. s'élèveraient à 675 000 fr, le montant de la dépense à leur charge se trouverait donc réduit à 925 000 fr suivant estimation n° 2 également ci-annexée.

Pr. le DIRECTEUR  
L'Ingénieur en Chef,  
Chef de la Division Centrale des Etudes

*Lidru*

Copie à V.B./N.



22 SEP 1941

S.N.C.F.

Service Central  
des  
Installations Fixes

Région du Nord

Amiens

Installation d'un bâtiment  
pour le poste de garde de la gare  
et pour la Croix-Rouge

Veg 000 150 - 1

301

Monsieur le Chef du Service Technique  
de la Direction Générale,



Comme suite à ma lettre Veg 000 150-1/255 du 26 Juin 1941 relative au règlement de divers travaux demandés par les Autorités d'occupation, je vous adresse ci-joint, pour être inclus au dossier que vous préparez à ce sujet, le projet d'installation à Amiens d'un bâtiment pour le poste de garde de la gare et pour la Croix-Rouge, en vue de libérer 2 wagons actuellement affectés à cet usage.

Ce projet ne présente pas d'intérêt pour la S.N.C.F.

LE DIRECTEUR

*unailly*



S.N.C.F.

28 AOU 1941

Service Central  
des  
Installations Fixes

Région du NORD

Ligne de Lens  
à Brebières

Rétablissement  
du raccordement direct  
entre les lignes de  
Lens à Brebières et  
d'Arras à Douai.

Monsieur le Chef du Service Technique  
de la Direction Générale,

Comme suite à ma lettre Veg.000.150-1/255 du 16  
Ve 000 150-1. juin 1941, relative au règlement de divers travaux  
294 demandés par les Autorités d'occupation, je vous adresse  
ci-joint, pour être inclus au dossier que vous préparez  
à ce sujet, le projet relatif au rétablissement, à double  
voie, du Raccordement direct de Brebières, entre les  
lignes de Lens à Brebières et d'Arras à Douai, qui vient  
de m'être adressé par la Région du Nord, par lettre du  
16 août 1941.

Je vous joins les précédents utiles à l'examen de  
cette affaire, savoir :

- lettre D.3414/20, du 9 mars 1941, à la Délégation "Communi-  
cations" des Services de l'Armistice,
- lettre D.3414/20, du 9 mars 1941, à la W.V.D. Bruxelles,
- lettre C.42 J<sup>a</sup> 72 du 28 mars 1941 de la W.V.D.  
Bruxelles,
- lettre D.3414/20, du 23 avril 1941, à M. le Secrétaire  
d'Etat aux Communications.



LE DIRECTEUR

*Mon*



URGENT

Monsieur BLANC,

Je vous ai demandé de rassembler tous les dossiers concernant les travaux demandés par les Allemands.

J'ai promis aujourd'hui au Colonel PERRIN que ces dossiers seraient rassemblés lundi pour être envoyés à M.FAVIERE soit ce jour là soit mardi matin.

Joindre la présente affaire/

LEDUC 25/10



# SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

R. C. Seine 276.448 B

SERVICE CENTRAL  
DES  
INSTALLATIONS FIXES

PARIS, le 24 OCT 1941

19

42, Rue de Châteaudun (9<sup>e</sup>)

Téléphone TRINITÉ 29-94 et la suite

Adr. Télégraph. : SONAFERVOI-PARIS

Imputation des travaux effectués  
pour le compte de l'E.M.A.

Veg ovo 150-1

337

Monsieur DUGAS  
Chef du Service Technique de la  
Direction Générale.

OBJET: Demande de renvoi aux Installations Fixes des  
dossiers concernant des travaux demandés par les  
autorités d'occupation.

A la suite de la lettre du 3 Septembre 1941 de M.le  
Secrétaire d'Etat aux Communications relative aux travaux  
demandés par les autorités d'occupation, il a été convenu  
avec M.le Lieutenant-Colonel **PERRIN** que nous allions ras-  
sembler tous les dossiers en notre possession de manière  
à appliquer pour la liquidation de ces dossiers la procédure  
demandée par le Ministre.

Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir  
me retourner tous les dossiers que je vous avais adressés  
depuis quelques mois et que vous aviez tenus en instance  
avant de les faire parvenir à M.le Colonel PAQUIN.

Pr. le DIRECTEUR  
L'Ingénieur en Chef,  
Chef de la Division Centrale des Études

*[Signature]*

*M. Boutelet*  
*Fait le 27/10*  
*Donnés remis à M. Blane*  
*le 27/10/41*